

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources
Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne (Afp- ats - Ap - Reuters, XINHUANET) ainsi que les sources d'informations de la résistance

Journal de Palestine

Spécial 19^{ème} sommet de la Ligue arabe

N° 233 du 05.04

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mon blog : <http://journal-palestine.blogspot.com>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" : <http://www.palestinefr.net/jop.php>.

d) Le "Journal de Palestine" est également visible sur le site <http://www.aredam.net/> rubrique 14

e) Site de la Solidarité socialiste : <http://socialisme-solidarite-che.skynetblogs.be/>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Tirer à part

19^{ème} Sommet de la Ligue arabe

2 Les brèves

2-1 Mahmoud Abbas a appelé Israël à "prendre des mesures constructives"

3 Dossier

3-1 Le Président Abbas appelle Israël à agir positivement vis-à-vis du message de paix.

3-2 Israël prêt à dialoguer avec les pays arabes modérés.

3-3 Olmert prêt à organiser un sommet israélo-arabe.

3-4 Le gouvernement palestinien mes en garde contre l'appel d'Olmert pour une réunion avec les dirigeants arabes.

3-5 Ligue arabe : le secrétaire général juge peu sérieux les appels aux négociations d'Olmert.

3-6 Merkel affirme les principes du Quartet.

3-7 L'Union Européenne acceptent l'initiative arabe et acceptent de coopérer avec des ministres de non-Hamas

5 Annexe

5-1 Non à la différence, oui à l'unité.

Tirer à part

19ème Sommet de la Ligue arabe

Initiative arabe de paix

19ème Sommet de la Ligue arabe

Ouvert le 28 mars à Riyad (Arabie saoudite)

A Riyad, on s'active pour apaiser les tensions au Moyen-Orient : les leaders arabes tendent la main à Israël .

Les dirigeants des pays arabes présents à la réunion se sont engagés à régler les conflits du Proche-Orient par voies diplomatiques.

Etaient présents les chefs d'Etat et de gouvernement, ou leurs représentants, le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon, le haut représentant de l'Union européenne chargé de la politique étrangère et sécuritaire, Javier Solana, ainsi que d'autres hommes politiques influents.

Le processus de paix au Proche-Orient, le conflit israélo-palestinien, la situation irakienne, la crise politique libanaise et le problème du Darfour au Soudan seront notamment abordés lors de ce sommet. Les participants voudraient parvenir à un consensus, prendre une position commune pour relever ensemble le défi que représente la menace de la sécurité dans la région du Proche-Orient.

Les dirigeants arabes réunis ont décidé de relancer l'initiative de paix avec Israël, telle qu'ils l'avaient adoptée en 2002 à Beyrouth, et ont lancé un appel direct "au gouvernement israélien et à tous les Israéliens" pour qu'ils acceptent ce plan.

Le texte stipule que les chefs d'Etat arabes réaffirment "l'invitation au gouvernement israélien et à tous les Israéliens à accepter l'initiative arabe de paix et à saisir l'occasion qui se présente pour une reprise du processus de négociations directes et sérieuses sur tous les volets".

La différence par rapport à l'adoption de l'initiative il y a cinq ans à Beyrouth réside dans le fait que le sommet de Ryad a cette fois mis en place un mécanisme pour promouvoir ce plan et éviter qu'il ne reste lettre morte. Des "groupes de travail" seront ainsi formés avec pour mission de contacter non seulement les membres du Conseil de sécurité de l'ONU et du Quartette sur le Proche-Orient (Etats-Unis, ONU, Russie et UE), mais aussi "les parties concernées par le processus de paix", et par conséquent Israël.

Discours d'entrée du secrétaire général de la Ligue arabe Amr Moussa

28-03

"Nous leur disons, acceptez-la (initiative de paix, ndlr) d'abord, puis venez à la table de négociations afin que l'on puisse parvenir à un règlement juste, acceptable pour tous et conforme à la loi internationale, les résolutions du Conseil de sécurité et le principe de la terre contre la paix", a dit M. Moussa.

(afp- 08h57)28-03

29-03

Le numéro deux Peres réagissant au discours d'entrée du secrétaire général de la Ligue arabe Amr Moussa :

Peres a affirmé qu'Israël refusait d'accepter telle quelle l'initiative de paix arabe et a souligné la nécessité de négociations.

Peres : "Il n'y a qu'un seul moyen pour surmonter nos divergences, c'est la négociation", "Il est impossible de dire: vous devez prendre ce qu'on vous propose tel quel. Si Israël acceptait cette initiative, des négociations n'auraient plus de raison d'être".

Israël souhaite des modifications concernant les clauses du plan relatives à la question du droit au retour des réfugiés palestiniens et aux frontières du futur Etat palestinien.

"Il n'y a pas d'alternative à des négociations (...) Par un diktat, ni les Palestiniens, ni les Arabes, ni nous, n'aboutiront à un résultat", a insisté M. Peres.

Il a néanmoins estimé que "l'initiative arabe, comme position de départ à des négociations, constitue un pas positif".

Pour le ministre israélien des Affaires sociales et membre du cabinet de sécurité, le travailliste Yitzhak Herzog, "Israël a un problème avec cette initiative notamment à propos du droit au retour des Palestiniens".

"Il est aussi impossible pour Israël d'accepter à la lettre les positions arabes sur les frontières" du futur Etat palestinien, a-t-il ajouté.

(afp- 08h57)

Sylvan Shalom, membre du parti de l'opposition de droite Likoud et ex-ministre des Affaires étrangères, a qualifié le sommet de Ryad de "décevant".

"Les pays arabes ne proposent pas une véritable paix. Le gouvernement doit dire un non clair et net à cette initiative car son acceptation signifierait la fin de l'Etat d'Israël", a-t-il estimé.

Les responsables israéliens estiment que le plan de paix arabe pourrait être un point de départ pour des négociations s'il spécifie que les réfugiés retournent dans des zones contrôlées par les Palestiniens et non en Israël, ce que rejettent l'Egypte et la Ligue arabe.

(afp- 08h57)

29-03

Les dirigeants de la Ligue arabe ont refusé d'amender l'offre originale comme le réclamait Israël.

AP

Discours du secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon,

Dans un discours prononcé le jour même lors de la cérémonie d'ouverture du Sommet, le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a hautement apprécié la proposition de paix arabe indiquant qu'elle constituait un des supports du processus de paix au Proche-Orient et qu'elle transmettait un message optimiste. Les pays arabes veulent sérieusement un retour de la paix et de la stabilité dans la région. Le secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa, a invité Israël à accepter la Proposition de paix arabe dans son intégralité et sans modification.

Les dirigeants arabes estiment nécessaire de mettre un terme, le plutôt possible, aux sanctions politiques et économiques imposées au peuple palestinien. Le roi d'Arabie saoudite, Abdoullah, a souligné dans son discours la nécessité de lever rapidement le blocus injuste imposé aux palestiniens puisque le processus de paix ne pourra avancer dans des conditions de répression et de coercition.

A l'issue de cette première journée, on constate que dans les circonstances actuelles alarmantes, les dirigeants arabes sont déterminés à renforcer leur solidarité, à arrondir leurs divergences pour relancer le processus de paix au Proche-Orient. Avec leur Proposition, ils affirment leur volonté de mettre fin au conflit arabo-israélien et d'établir une paix globale et juste qui réalise la sécurité pour tous les pays de la région.

29-03

Résolution qui relance l'initiative de paix avec Israël adoptée en 2002 à Beyrouth.

28-03

Le sommet arabe de Ryad a adopté à l'unanimité une résolution qui relance l'initiative de paix avec Israël adoptée en 2002 à Beyrouth.

La résolution réaffirme que "la paix juste et globale dans la région n'est réalisable qu'à travers un retrait israélien total des territoires palestiniens et arabes occupés, y compris le Golan syrien occupé et jusqu'à la ligne du 4 juin 1967, ainsi que les territoires qui sont encore occupés au Liban sud".

de la création d'un Etat palestinien avec Jérusalem-Est pour capitale et d'une "solution juste" du problème des réfugiés de 1948.

Elle estime que ce processus doit "aboutir à un règlement équitable et agréé du problème des réfugiés palestiniens conformément à la résolution 194 de l'Assemblée générale (...) et (pour aboutir) à la création d'un Etat palestinien indépendant et souverain avec Jérusalem-est pour capitale".

Refusant un retrait pur et simple sur ses frontières d'avant 1967, la redivision de Jérusalem et un "droit au retour" sur son sol des réfugiés de la guerre de 1948, Israël avait à l'époque rejeté ce plan.

(afp- 08h57)

Initiative arabe de paix

29-03.

Le sommet de Riyad a présenté l'offre de paix arabe comme le point crucial d'une tentative visant à apporter une nouvelle énergie et unité au sein du monde arabe, face à des crises qui menacent de semer instabilité et chaos. Dans la résolution finale du sommet, les dirigeants de la Ligue arabe exhortent Israël à "accepter l'initiative arabe de paix et saisir l'occasion qui se présente de reprendre des négociations directes et sérieuses". Ils soulignent que l'initiative de paix, présentée par l'Arabie saoudite lors du sommet de Beyrouth en 2002, constitue le "cadre juste" pour parvenir à la paix.

L'initiative arabe offre à Israël la reconnaissance de tous les pays arabes et une paix permanente en retour des territoires conquis lors de la Guerre des Six jours de 1967. Elle appelle également à la création d'un Etat palestinien avec Jérusalem-Est pour capitale et à une "solution juste" à la question des réfugiés palestiniens.

Les dirigeants de la Ligue arabe ont décidé de créer des "groupes de travail" chargés de promouvoir l'initiative auprès des Etats-Unis, des Nations unies et de l'Union européenne.

Et mettre sur pied un comité de travail panarabe qui négocierait "collégalement" avec les diverses parties concernées les modalités de mise en route du processus de paix - Ce comité est investi des contacts avec l'Onu et les trois autres membres du "quartet" des médiateurs internationaux - Etats-Unis, Union européenne et Russie - ainsi qu'avec les "autres parties internationales", notamment Israël.

L'Arabie saoudite, l'Egypte et la Jordanie, alliés de Washington, espèrent que ces comités restreints feront preuve de davantage de souplesse dans la présentation de l'offre.

"La paix entre les Etats arabes et Israël ne peut être atteinte à moins qu'Israël ne traite positivement et sérieusement l'initiative arabe", a souligné le roi Abdallah II

"C'est le vrai défi pour les dirigeants de la région et du monde, particulièrement les Etats-Unis".

La déclaration finale de Riyad met par ailleurs en garde contre "une course à l'armement dangereuse et destructive dans la région" et appelle à une plus grande coopération entre les pays arabes pour développer leurs propres programmes nucléaires civils et empêcher qu'Israël et l'Iran détiennent le monopole de la technologie nucléaire.

AP

Initiative arabe de paix

29-03

Les négociateurs du Quartette (Etats-Unis, Union européenne, Russie, ONU) espèrent rencontrer Israël pour la première fois avant l'été, selon le haut représentant de la politique étrangère de l'UE Javier Solana. Des entretiens sont aussi prévus avec l'Egypte, la Jordanie, l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis dans les prochaines semaines.

AP

Initiative arabe de paix

29-03

La porte-parole du gouvernement israélien Miri Eisin a fait savoir que l'Etat hébreu jugeait que l'initiative était "intéressante" et pouvait constituer "une possible base de dialogue". "Nous ne sommes pas plus précis que ça car nous devons vraiment l'étudier tranquillement", a-t-elle expliqué.

Or, Israël rejette un retrait total de Cisjordanie et de Jérusalem-Est et s'oppose fermement au retour en nombre de réfugiés palestiniens en Israël.

AP

30-03

Olmert salue la nouvelle initiative arabe de paix présentée au sommet de Riyad comme un "changement révolutionnaire de perspective" mais réaffirme l'opposition de l'Etat hébreu à tout retour de réfugiés palestiniens.

"L'Arabie saoudite sera en définitive le pays qui déterminera la capacité des Arabes à parvenir à un compromis avec Israël", a-t-il estimé en qualifiant dans une interview au Jerusalem Post le roi saoudien Abdallah de dirigeant "remarquable".

Olmert "Je n'accepterai jamais une solution basée sur leur retour en Israël, quel que soit le nombre", Olmert estime que l'initiative de paix présentée au sommet de la Ligue arabe dans la capitale saoudienne cette semaine montre que de nombreux Etats arabes se rendent compte qu'ils "se sont peut-être trompés en pensant qu'Israël était le problème le plus important du monde". Ceci, souligne le Premier ministre israélien, marque un "changement révolutionnaire de perspective".

"Le sommet arabe et la mise en place d'un dialogue entre moi-même et Abou Mazen font partie de cette nouvelle donne",

En conclusion, Olmert estime qu'il y a "une chance réelle qu'Israël puisse, dans les cinq ans qui viennent, conclure un accord de paix global avec ses ennemis".

Seuls deux pays arabes ont à ce jour signé des traités de paix avec Israël, l'Egypte en 1979 et la Jordanie en 1994.

AP - Reuters - Afp

02-04

Olmert prêt à se rendre à un sommet israélo-arabe pour la paix .

"J'annonce aux dirigeants des pays arabes que si le roi saoudien initie une réunion avec les pays arabes modérés et m'invite, avec le chef de l'Autorité palestinienne, pour nous présenter les idées saoudiennes, nous viendrions pour les écouter et serions heureux de présenter les nôtres".

"J'invite tous les chefs d'Etat arabes, dont bien sûr le roi saoudien que je considère comme un important dirigeant, à avoir des discussions avec nous", a-t-il insisté, estimant qu'il était temps "de faire un effort considérable pour faire progresser les efforts diplomatiques".

"Il n'est pas essentiel que ce qu'ils diront et ce que nous dirons soit identique à ce stade. Mais organiser une réunion, où ils pourraient présenter leur idées et nous les nôtres, vaut certainement la peine de faire un effort", a-t-il ajouté.

Mais, a-t-il assuré, "je n'ai pas l'intention de leur dicter ce qu'ils devraient dire et je suis sûr qu'ils comprennent que nous avons des choses à dire".

(Reuters)

Initiative arabe de paix

30-03

La secrétaire d'Etat Rice a annoncé que MM. Olmert et Abbas avaient convenus de se rencontrer désormais une fois toutes les deux semaines pour parler "d'un horizon politique".

"Il y a une activité politique intensive qui fraye vraiment la voie à des possibilités, même si je suis conscient de toutes les limites et difficultés, comme le développement négatif que constitue la création du gouvernement palestinien d'union" par le parti Fatah de M. Abbas et le Hamas.

(AFP)

Initiative arabe de paix

31-03

Les 27 ont soutenu samedi l'initiative de paix israélo-palestinienne relancée mercredi à Ryad et accepté l'idée d'aider plus le gouvernement palestinien d'union nationale sans remettre en cause leur boycott du Hamas.(...)

"L'UE continuera à être extrêmement active pour profiter au maximum de la fenêtre d'opportunité" créée notamment par les efforts diplomatiques saoudiens, depuis l'accord inter-palestinien de La Mecque du 8 février jusqu'au sommet de Ryad, a ajouté la porte-parole.

Les Européens n'ont pas reconnu le nouveau gouvernement mais jugent aussi "potentiellement crucial" le rôle du nouveau gouvernement palestinien dans ce processus.

Les ministres européens des Affaires étrangères se sont engagés à travailler avec Mahmoud Abbas et les ministres palestiniens non issus du Hamas.

Les ministres ont été "d'accord" pour poursuivre les contacts récemment initiés avec deux ministres clés non-Hamas du nouveau gouvernement palestinien, le ministre des Affaires étrangères, Ziad Abou Amr, et le ministre des Finances, Salam Fayyad, selon Mme Gallach.

Ils n'ont pas reconnu le nouveau gouvernement, et n'ont pas davantage promis de rétablir l'aide directe au gouvernement. Cette aide a été suspendue l'an dernier après la victoire du Hamas aux élections générales.

(AP- AFP)

31-03

Les 27 ont écouté la commissaire européenne aux Relations extérieures Benita Ferrero-Waldner leur expliquer comment pourrait évoluer le mécanisme créé en juin 2006, par lequel ils aident les Palestiniens les plus démunis, en contournant le gouvernement.

"Nous allons vers un mécanisme d'aide international qui couvrirait aussi le renforcement des institutions (palestiniennes) et les questions de gouvernance", a indiqué Mme Ferrero-Waldner.

Avant l'arrivée du Hamas au pouvoir en mars 2006, l'UE, conformément à la "feuille de route" pour le Proche-Orient qui prévoit la co-existence de deux Etats palestinien et israélien, aidait au renforcement des institutions palestiniennes, mais cette aide a disparu du mécanisme spécial.

(AP- AFP)

01-04

Merkel a salué l'initiative arabe, tout en soulignant qu'il ne s'agissait pas d'un plan définitif. "Il est clair quand on négocie qu'il faut se parler, et souvent, la position de départ n'est pas la position définitive. Il faut trouver un compromis", a-t-elle observé.

"De nombreux pays arabes font preuve aujourd'hui d'un sens de la responsabilité. Je ressens une bonne volonté des deux côtés. Il est nécessaire de bâtir la confiance", a poursuivi la chancelière allemande avant d'appeler les militants palestiniens à libérer le soldat israélien capturé en juin dernier.

Angela Merkel a appelé Israéliens et Palestiniens à saisir la "fenêtre d'opportunité" représentée par l'initiative arabe pour mettre un terme au conflit. "Nous devons essayer d'obtenir des résultats le plus rapidement possible", a-t-elle déclaré.

AP

2 Les brèves

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Mahmoud Abbas a appelé Israël à "prendre des mesures constructives"

01-04

Le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas a appelé Israël à "prendre des mesures constructives" pour répondre à l'initiative de paix arabe.

"J'appelle le gouvernement israélien à prendre des mesures constructives pour répondre à l'initiative de paix présentée par les pays arabes", a souligné Mahmoud Abbas lors de la conférence avec la chancelière allemande Angela Merkel.

Abbas a appelé la communauté internationale de finir le boycott imposé sur le gouvernement palestinien de coalition en considérant sa continuation comme "punition délibérée" contre les palestiniens.

"Il n'y a aucune justification pour maintenir [l'embargo] du tout, après la formation du gouvernement d'unité qui a présenté dans notre point de vue un agenda politique acceptable, on est supposé que l'embargo devrait finir, autrement on le comprendra que c'est un embargo délibéré contre les palestiniens, l'embargo sur les palestiniens devrait s'arrêter," a-t-il insisté Abbas.

Abbas a ajouté qu'il avait discuté avec la chancelière allemande, les moyens de lancer une initiative significative de paix basée sur l'initiative arabe de paix qui a été lancée dans le sommet de Beyrouth en 2002, et a été rétabli à Riyadh en 2007.

Le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas a appelé Israël dimanche à "prendre des mesures constructives" pour répondre à l'initiative de paix arabe.

"J'appelle le gouvernement israélien à prendre des mesures constructives pour répondre à l'initiative de paix présentée par les pays arabes", a souligné Mahmoud Abbas lors de la conférence avec la chancelière allemande Angela Merkel.

SOURCE : IPC+agences

3 Dossier

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Le Président Abbas appelle Israël à agir positivement vis-à-vis du message de paix.

Le Président a discuté, dimanche, avec la Conseillère allemande Mme Angela Merkel, à Ramallah, des moyens possibles pour relancer le processus de paix à la lumière des résultats positifs du Sommet arabe.

Dans une conférence de presse, conjointe avec Mme Merkel, le Président a indiqué "nous avons discuté de la possibilité de relancer un processus politique positive à la lumière des bons résultats réalisés par le Sommet arabe."

Il a ajouté "tous les Etats arabes ont affirmé, pendant ce sommet tenu les 28 et 29 à Riyad, leur engagement vers l'Initiative de paix arabe, toute en appelant Israël à saisir cette occasion pour reprendre un processus des négociations sérieuses et directes, visant à mettre fin au conflit arabe-israélien en instaurant une paix globale et juste et en permettant aux Palestiniens d'établir leur état avec Jérusalem - Est pour capitale."

Il a fait remarquer qu'il continuerait de rencontrer le Premier ministre israélien Ehoud Olmert, comme cela a été annoncé en présence de Dr Condoleezza Rice, souhaitant que le gouvernement israélien agir positivement vers le message de paix annoncé par les Arabes.

Le Président a souligné que l'Autorité Nationale Palestinienne (ANP) respectait tous les accords signés par l'Organisation de la Libération de la Palestine et s'engageait au renoncement à la violence. Il a fait remarquer que l'ANP mettait tout en œuvre pour la libération du corporal israélien Shalit et des prisonniers palestiniens.

"J'ai expliqué à la Conseillère la nécessité d'obliger Israël de cesser la construction du Mur de séparation et de mettre un terme aux politiques unilatérales et aux activités coloniales notamment à Jérusalem. Le gouvernement israélien doit transférer les revenus des taxes douanières qu'il perçoit au nom de l'ANP," a-t-il lancé.

Concernant le gouvernement d'union nationale, le Président a souligné que le programme de ce gouvernement répandait aux demandes de la communauté internationale.

Il a conclu son discours en remerciant l'Union Européenne en générale et l'Allemagne en particulière pour leur soutien au peuple palestinien.)

AMALLAH - WAFA

01-04

3-2 Israël prêt à dialoguer avec les pays arabes modérés.

Le premier ministre israélien Ehoud Olmert a exprimé sa volonté d'engager le dialogue avec l'Arabie Saoudite et d'autres pays arabes modérés après l'approbation par la Ligue arabe de ce qu'on appelle l'initiative de paix saoudienne.

Dans la réaction officielle aux résultats du sommet de la Ligue arabe, les autorités israéliennes mettent l'accent sur la possibilité de contacts avec les voisins et passent sous silence les contradictions existantes.

L'initiative de la Ligue arabe propose à Israël la normalisation des rapports avec le monde arabe en échange de son retrait de tous les territoires occupés et du règlement équitable du problème des réfugiés palestiniens supposant leur retour dans l'Etat hébreu actuel. Israël juge inadmissibles les deux exigences.

"On voit apparaître un bloc de pays qui comprennent qu'ils se sont probablement trompés en estimant qu'Israël est le problème principal du monde. C'est un changement révolutionnaire dans la conception du monde. Ils ont des idées intéressantes, nous sommes prêts à les étudier, à entendre les Saoudiens exposer leur position et à leur exposer la nôtre", a poursuivi le premier ministre.

Dans une déclaration officielle publiée en réaction au sommet de Riyad, le ministère israélien des Affaires étrangères exprime l'espoir que le dialogue avec les pays arabes modérés contribuera à l'assainissement de la situation dans la région et qu'il relancera le règlement palestinien-israélien.

"Israël est sincèrement intéressé au dialogue avec les pays arabes qui veulent la paix avec Israël ..., lit-on dans la déclaration.

"Israël estime également que les pays arabes modérés peuvent jouer un rôle positif dans le développement de la coopération régionale et qu'ils peuvent apporter un soutien au règlement israélo-palestinien ... Le dialogue entre ces pays et Israël peut contribuer à ces processus", indique le document.

RIA Novosti

30-03

3-3 Olmert prêt à organiser un sommet israélo-arabe.

Le Premier ministre israélien Ehud Olmert a invité publiquement "tous les dirigeants arabes" à des entretiens avec lui, en réaffirmant qu'il relevait des points positifs dans l'offre de paix reformulée jeudi dernier au sommet arabe de Ryad.

J'invite à une réunion tous les chefs d'Etat arabes - y compris, bien sûr, le roi d'Arabie saoudite en qui je vois un dirigeant très important - pour des entretiens avec nous", a dit Olmert lors d'une conférence de presse donnée dimanche 1er avril avec la chancelière allemande Angela Merkel.

"Si le roi d'Arabie saoudite est à l'initiative d'une réunion des dirigeants arabes modérés et m'invite ainsi que le président de l'Autorité palestinienne, je serai très heureux d'y prendre part et de faire connaître ma position", a ajouté le chef du gouvernement israélien.

Comité de travail panarabe

Israël a été soumis ce week-end à des pressions concordantes égyptiennes et américaines pour donner rapidement suite aux ouvertures de paix faites jeudi par les dirigeants arabes réunis à Ryad, a-t-on appris de source diplomatique.

A Ryad, ces dirigeants ont décidé de mettre sur pied un comité de travail panarabe qui négocierait "collégalement" avec les diverses parties concernées les modalités de mise en route du processus de paix - initiative souhaitée et bien accueillie par Washington.

Ce comité est investi des contacts avec l'Onu et les trois autres membres du "quartet" des médiateurs internationaux - Etats-Unis, Union européenne et Russie - ainsi qu'avec les "autres parties internationales", notamment Israël.

Diplomates américains et égyptiens ont fait ce week-end le siège des dirigeants israéliens, dont le ministre des Affaires étrangères Tzipi Livni et son entourage, pour obtenir qu'Israël saisisse cette perche et s'assoie "le plus tôt possible" avec le comité arabe, a précisé un haut diplomate.

On ignore dans l'immédiat si l'invitation d'Olmert implique qu'il n'est plus opposé à des discussions de paix avec son grand rival syrien.

Retrait des territoires conquis en 1967

A l'instigation de l'Arabie, la Ligue arabe a reformulé à Ryad une offre de paix déjà faite en 2002 à l'Etat juif en échange de son retrait des territoires conquis en 1967, de la création d'un Etat palestinien avec Jérusalem-Est pour capitale et d'une "solution juste" du problème des réfugiés de 1948. Refusant un retrait pur et simple sur ses frontières d'avant 1967, la redivision de Jérusalem et un "droit au retour" sur son sol des réfugiés de la guerre de 1948, Israël avait à l'époque rejeté ce plan. Mais, encouragé par Washington, il s'est montré cette fois "intéressé" et se dit prêt à négocier.

Lors de la conférence de presse donnée avec Merkel, Olmert a observé que "des Etats arabes modérés emmenés par l'Arabie saoudite" voulaient s'impliquer activement dans les efforts en vue d'une paix israélo-palestinienne.

"Je ne peux qu'apprécier le fait qu'on soit prêt à accepter Israël et à débattre les termes d'une solution future", a dit Olmert.

Le processus de paix israélo-palestinien étant au point mort depuis six ans, les efforts diplomatiques ont été portés ces derniers temps sur la scène régionale, d'autant qu'Israël exclut de travailler avec le gouvernement palestinien d'union, compte-tenu de la présence en son sein du Hamas, faction qui ne reconnaît pas l'Etat juif.

"Rumeur infondée"

Par ailleurs, Ehoud Olmert a déclaré qu'Israël ne planifiait pas une attaque contre la Syrie et le Liban, après des informations sur une préparation de l'Iran et de ses alliés à une éventuelle opération des Etats-Unis contre la République islamique.

"Israël ne planifie pas une attaque et ne veut pas la guerre comme il ne l'a pas voulue dans le passé", a déclaré Ehoud Olmert. Plus tôt, le général Amos Yadlin des renseignements militaires avait indiqué que Damas, Téhéran et le Hezbollah libanais s'attendaient à une attaque américaine contre l'Iran cet été et avaient pris des mesures à cet effet.

"Ils craignent une guerre contre l'Iran cet été déclenchée à l'initiative des Etats-Unis mais non à une guerre lancée par Israël", a affirmé le général Yadlin au cabinet et cité par un responsable, qui assistait à la réunion.

Israël suit de très près la situation de crainte qu'une partie n'interprète de manière erronée des mesures que l'Etat hébreu pourrait prendre et ne déclenche un conflit armé, toujours selon le général Yadlin.

"Nous pourrions nous retrouver dans une guerre que nul n'aura voulue", avait-il mis en garde.

Mais Ehoud Olmert a souligné que "les déclarations faisant état d'un plan américain pour attaquer l'Iran en coordination avec Israël, qui à son tour lancerait une offensive contre la Syrie et le Liban, est une rumeur infondée". (avec Reuters)

02-04

3-4 Le gouvernement palestinien mes en garde contre l'appel d'Olmert pour une réunion avec les dirigeants arabes.

Le gouvernement palestinien a mis en garde contre l'appel du premier ministre israélien Ehud Olmert aux chefs d'états arabes pour organiser une réunion pour discuter des négociations de paix , en l'accusant de tenter de semer la discorde entre les pays arabes et leurs frères palestiniens.

Le ministre palestinien de l'information a dit que les autorités de l'occupation israélienne tentent de se dérober à la paix juste à travers des bases de normalisation avec les pays arabes sans trouver une solution réelle à la question palestinienne et sans répondre aux droits du peuple palestinien en mettant fin à l'occupation, en créant un état palestinien indépendant dont la capitale sera la ville occupée d'Al-Quds et en réalisant le droit au retour des réfugiés palestiniens.

En commentaire aux déclarations d'Olmert, le ministre palestinien de l'information, Al-barghouthi, a dit dans un communiqué de presse dont le Centre Palestinien d'Information a reçu une copie, qu'Olmert tente de remplacer l'idée de la conférence internationale par une conférence régionale et celle d'une solution générale par une solution partielle.

Il a affirmé qu'Olmert tente de semer la discorde entre les Palestiniens et les pays arabes à travers sa proposition d'organiser des rencontres régionales et des projets de normalisation au lieu d'une solution générale et qu'il tente aussi de se dérober aux obstacles de l'initiative arabe dont la libération des territoires arabes occupés en 1967, la question de la ville occupée d'Al-Quds comme capitale de l'état palestinien indépendant, le droit des réfugiés palestiniens au retour et l'exécution des décisions et lois internationales.

Il a également dit que le gouvernement israélien poursuit la construction de colonies dans les territoires palestiniens, renforce le système de séparation et confisque les revenus des impôts du peuple palestinien afin de créer une crise économique sur la scène palestinienne.

En riposte aux décisions du sommet arabe à Riyad qui ont confirmé l'initiative arabe, le premier ministre israélien Ehud Olmert avait appelé les leaders arabes à discuter la crise du Proche-Orient pour essayer de trouver une solution.

Le gouvernement palestinien a mis en garde contre l'appel du premier ministre israélien Ehud Olmert aux chefs d'états arabes pour organiser une réunion pour discuter des négociations de paix , en l'accusant de tenter de semer la discorde entre les pays arabes et leurs frères palestiniens.

02-04

– CPI

3-5 Ligue arabe : le secrétaire général juge peu sérieux les appels aux négociations d'Olmert.

Le secrétaire général de la Ligue arabe Amr Moussa estime que l'invitation du premier ministre israélien Ehud Olmert à engager des négociations n'est pas sérieuse.

Plusieurs messages (d'Israël) ont retenti ces derniers temps, mais nous ne pouvons qualifier aucun d'entre eux de sérieux ou de message reflétant un changement de la position israélienne", a déclaré Amr Moussa au cours d'une conférence de presse au Caire.

Selon lui, il a été question de changements à apporter à l'initiative de paix arabe, de l'inadmissibilité d'un départ d'Israël des territoires occupés et du retour des réfugiés palestiniens dans leurs foyers. Après cela, on propose tout à coup de convoquer une conférence avec la participation des leaders des Etats arabes "modérés", des Palestiniens et d'Israël. "Nous ne pouvons considérer aucun de ces messages comme sérieux", a souligné Amr Moussa.

D'après lui, Israël n'a pas de "position précise" sur le processus de paix au Proche-Orient, les hommes politiques israéliens se bornent à exprimer leur volonté de normaliser les rapports avec les pays arabes, sans rien proposer en échange. "Une telle normalisation "gratuite" apportera encore plus d'ébranlements dans la région", estime Amr Moussa.

04-04

RIA Novosti

3-6 Merkel affirme les principes du Quartet.

Lors d'une conférence de presse conjointe dans la ville de Ramallah avec la chancelière allemande Angela Merkel, président palestinien, Mahmoud Abbas a assuré que le programme politique du gouvernement palestinien d'unité rencontre les conditions de la communauté internationale.

Sur cette base, Abbas a appelé la communauté internationale de finir le boycott imposé sur le gouvernement palestinien de coalition en considérant sa continuation comme " punition délibérée " contre les palestiniens.

" Il n'y a aucune justification pour maintenir [l'embargo] du tout, après la formation du gouvernement d'unité qui a présenté dans notre point de vue un agenda politique acceptable, on est supposé que l'embargo devrait finir, autrement on le comprendra que c'est un embargo délibéré contre les palestiniens, l'embargo sur les palestiniens devrait s'arrêter, " a-t-insisté Abbas.

Abbas a ajouté qu'il avait discuté avec la chancelière allemande, les moyens de lancer une initiative significative de paix basée sur l'initiative arabe de paix qui a été lancée dans le sommet de Beyrouth en 2002, et a été rétabli à Riyadh en 2007.

Aux côtés du président de l'Autorité palestinienne, Mme Merkel a salué l'initiative arabe, tout en soulignant qu'il ne s'agissait pas d'un plan définitif. "Il est clair quand on négocie qu'il faut se parler, et souvent, la position de départ n'est pas la position définitive. Il faut trouver un compromis", a-t-elle observé.

"De nombreux pays arabes font preuve aujourd'hui d'un sens de la responsabilité. Je ressens une bonne volonté des deux côtés. Il est nécessaire de bâtir la confiance", a poursuivi la chancelière allemande avant d'appeler les militants palestiniens à libérer le soldat israélien capturé en juin dernier.

Angela Merkel a appelé Israéliens et Palestiniens à saisir la "fenêtre d'opportunité" représentée par l'initiative arabe pour mettre un terme au conflit. "Nous devons essayer d'obtenir des résultats le plus rapidement possible", a-t-elle déclaré.

IPC

3-7 L'Union Européenne accepte l'initiative arabe et accepte de coopérer avec des ministres de non-Hamas.

Les 27 pays européens ont soutenu l'initiative arabe de paix israélo-palestinienne réactivée mercredi au sommet de la Ligue arabe à Ryad. Ils ont aussi accepté l'idée d'aider et d'encourager plus le gouvernement palestinien d'union nationale.

Réunis à Brême (nord-ouest de l'Allemagne), les ministres européens des Affaires étrangères ont souligné leur "soutien total" au plan de paix de 2002, leur continuation des contacts récemment initiés avec les ministres non Hamas du nouveau gouvernement palestinien, à commencer par le ministre des Affaires étrangères, Ziad Abou Amr, ou le ministre des Finances, Salam Fayyad, selon Cristina Gallach, porte-parole du diplomate en chef de l'UE Javier Solana.

"L'UE continuera à être extrêmement active pour profiter au maximum de la fenêtre d'opportunité" créée notamment par les efforts diplomatiques saoudiens, depuis l'accord inter-palestinien de La Mecque du 8 février jusqu'au sommet de Ryad, a ajouté la porte-parole.

Le plan de l'initiative arabe de paix offre à Israël une normalisation de ses relations avec tous les pays arabes en échange d'un retrait des territoires arabes occupés de 1967, de la création d'un Etat palestinien et d'un règlement de la question des réfugiés palestiniens.

Les Européens ont jugé "potentiellement crucial" le rôle du nouveau gouvernement palestinien. Ils ont été "d'accord" pour poursuivre les contacts récemment initiés avec deux ministres clés non-Hamas du nouveau gouvernement palestinien.

"Un nombre de partenaires arabes ont agi de manière constructive pour faire avancer" le processus de paix", a déclaré le chef de la diplomatie allemande Frank-Walter Steinmeier, dont le pays assure actuellement la présidence tournante de l'UE.

Selon Mme Steinmeier, la prochaine réunion du Quartet (Etats-Unis, UE, ONU, Russie) doit désormais tout faire pour que les choses avancent. "Nous ne devrions pas laisser l'occasion s'évaporer à nouveau", a ajouté son collègue luxembourgeois Jean Asselborn.

Le ministre espagnol des affaires étrangères, Miguel Angel Moratinos, a, de son côté, dit " la communauté internationale ne devrait pas perdre cette chance pour la paix, nous ont gaspillé beaucoup de chances ", ajoutant que " nous avons une solution pratique à traiter les parties, mais pas avec des membres de Hamas ".

"L'Union européenne va accompagner l'offre du sommet arabe et encourager Israël à ouvrir des négociations avec les Palestiniens", a-t-il indiqué. "Il faut qu'Israël se sente sûr et protégé pour faire un pas et avancer vers un accord", a-t-il souligné.

La commissaire européenne aux Relations extérieures Benita Ferrero-Waldner a expliqué le mécanisme créé en juin 2006, par lequel ils aident les Palestiniens les plus démunis, en contournant le gouvernement. Elle a ajouté que " Il est important d'être prêt à l'avenir et la question des finances ", indiquant " le mécanisme provisoire pour livrer les fonds demeurera pendant une plus longue période ".

"Nous allons vers un mécanisme d'aide international qui couvrirait aussi le renforcement des institutions (palestiniennes) et les questions de gouvernance", a indiqué Mme Ferrero-Waldner.

De sa part, " les récents développements au Proche-Orient marquent le début d'une "dynamique" susceptible d'aboutir à un accord de paix global au Proche-Orient pour la première fois depuis des dizaines d'années", a estimé samedi le haut représentant de l'Union européenne pour la politique étrangère, Javier Solana.

"La Ligue arabe, pour la première fois depuis de nombreuses années, a assumé la responsabilité d'être plus active dans le processus de paix", a jugé M. Solana, après le sommet de Riyad, en Arabie saoudite, marqué par la relance d'une initiative de paix arabe de 2002.

Si on l'ajoute à "la réaction du Premier ministre (israélien) Ehoud Olmert, les deux éléments (...) commencent à construire la dynamique qui pourrait conduire au règlement d'une crise" que nous connaissons depuis "nombre d'années", a-t-il ajouté à la fin de la réunion informelle des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne à Brême, en Allemagne.

Javier Solana estime qu'après le sommet de Riyad, les pays arabes vont jouer un rôle "constructif et actif pour faire avancer le processus de paix". "Le moment que nous vivons est un moment d'espoir", a-t-il observé.

5 Annexes

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

5-1 Non à la différence, oui à l'unité..

En ce moment historique et décisif de notre question palestinienne, notre peuple avance vers l'unité, après l'accord de la Mecque qui a été le résultat de dialogues internes visant l'unification des tous les efforts, l'arrêt de l'écoulement du sang partout dans la patrie déjà blessée par les malheurs causés par l'occupation et le siège injuste.

Pourtant, il y avait, ici et là, quelques violations à répétition, notamment de la part de ceux qui n'aiment pas voir l'union et la bonne entente de notre peuple.

Notre responsabilité religieuse, morale et nationale et notre volonté d'oublier les blessures sont au service de notre peuple et ses droits. Nous voulons aussi nous libérer pour faire face à l'ennemi commun qui nous tend des

pièges et profite de nos conflits internes afin d'agresser nos lieux saints, d'envahir les camps, de détruire nos biens et de semer le mal partout. Tout cela nous oblige, dans le mouvement de la résistance islamique Hamas, à nous unir, à oublier le passé douloureux et ses blessures pour faire réussir notre projet national, pour continuer notre chemin vers la libération de la terre et des lieux saints, pour libérer nos droits, en s'attachant toujours à nos principes. Nous informons notre peuple moudjahid et patient, de façon sans équivoque, avec une voix forte, légitime et libre, loin de toute arrogance, les points suivants :

Premièrement : Nous refusons et condamnons catégoriquement toutes sortes de combat intérieur. Et nous respectons tout accord, les droits et les principes de notre peuple. Nous regardons le sang palestinien avec sainteté et appelons toutes les forces, les factions et les familles à avoir le même regard d'inviolabilité à l'égard du sang palestinien, à mettre fin à toute escalade militaire de toutes sortes qu'elles soient. De notre part, nous nous obligeons, avant tout le monde, à travailler pour stabiliser l'état actuel de calme et de stabilité, pour ne pas nous traîner dans une affaire qui mettra des bâtons dans les roues de notre unité nationale et qui empêchera la réalisation des souhaits de notre peuple qui veut vivre en paix, en sécurité et en dignité.

Deuxièmement : Nous restons attachés à l'unité de notre peuple malgré nos blessures et nos douleurs.

Troisièmement : Nous respectons l'accord de la Mecque qui constitue un départ pour une phase historique de la vie de notre peuple, un départ important pour arranger la maison intérieure palestinienne afin de se donner aux affaires plus difficiles.

Quatrièmement : Nous confirmons notre refus de toutes sortes d'enlèvement et d'agression contre les biens. Nous prenons une forte position face à l'anarchie sécuritaire qui fait partie d'un complot systématique contre notre peuple visant à l'empêcher d'obtenir ses droits légitimes.

Cinquièmement : Et les institutions de notre mouvement, nous les appelons à respecter tous les accords signés par le mouvement et destinés à enraciner l'état d'accalmie et à ouvrir les horizons de la réforme et de la construction. Qu'elles soient une soupape de sécurité qui stoppera toute tentative visant à diviser notre peuple, à agiter sa stabilité, à le pousser à s'isoler.

Sixièmement : En vue de préserver l'unité nationale, de résoudre tout problème, de ne donner aucun prétexte aux dévastateurs et aux saboteurs, nous lançons un appel urgent à tout le monde pour former le comité de réconciliation nationale, à renforcer tous les chemins menant à cette réconciliation.

Septièmement : Nous appelons tout le monde sans exception à renforcer l'autorité de la loi, le rôle des institutions juridiques, à préparer le terrain afin que le nouveau ministre de l'intérieur du nouveau gouvernement d'union nationale puisse assumer son rôle consistant à assurer la sécurité, à faire régner la loi pour la sécurité de la patrie et des citoyens.

Huitièmement : Toutes les forces, les factions et même les familles sont appelées à ne plus couvrir les hors-la-loi qui jouent avec la sécurité de notre patrie, qui sèment la zizanie, pour lui appliquer la loi.

Neuvièmement : Nous appelons à approfondir l'unité de notre peuple, à l'éloignement de ce qui fait la division, à l'adoption du langage du dialogue, à la continuation de l'activation des comités du dialogue commun dans tous les domaines afin d'étouffer toute divergence avant qu'elle ne naisse, afin de dessiner le sourire sur les lèvres de nos mères et de nos enfants, fatigués par les douleurs, afin de semer l'espoir dans tous les cœurs épuisés par les larmes, blessés par la perte de leurs êtres les plus chers.

Certes le soleil du matin s'élèvera, notre terre sera libérée et notre droit sera repris.

C'est le djihad jusqu'à la victoire ou le martyre

Le mouvement de la résistance islamique Hamas

Palestine

Le 10 rabi' al-awal 1428

Le 29 mars 2007